



Toulouse le 20 juillet 2026

Objet : Actualités Sociales

Quest France 3 juillet 2026 : Préparer un budget dans le cadre d'une année présidentielle n'a jamais été simple. Le faire dans un climat politique et social aussi délétère relève de l'exercice à hauts risques. Cette fois, la France ne peut plus reculer. Prise dans la masse, elle doit procéder à des arbitrages douloureux... Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille solder le modèle social français. Il s'agit plutôt de le repenser en intégrant les nouveaux paramètres liés à la démographie. Dans cet environnement contraint où le climat doit servir de boussole, des marges de manœuvre existent comme le souligne une étude récente de l'OCDE qui souligne que l'objectif est « de placer les finances publiques sur une trajectoire soutenable tout en renforçant la croissance à long terme » La France fait moins bien dans l'intégration des jeunes et des seniors sur le marché du travail. Le défi n'est pas tant technique que politique Il faut s'entendre sur des compromis Pour les retraites, comme en Allemagne, voir l'âge légal aller progressivement au-delà de 67 ans, avec un financement complété par une dose de capitalisation.

Quest France 4 et 5 juillet 2026 : Selon des données actualisées par Santé Publique France, il est constaté pour la période du 22 au 29 juin, une surmortalité de + de 2025 personnes (+ 29,1%) (Estimation sur la base des certificats électroniques et donc partielle). Cette hausse de la mortalité touche à 85%, les 65 et plus (+ 1013 décès dans les établissements de santé, + 605 à domicile, + 402 dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées). Les EHPAD confirment leur meilleure résistance aux températures suffocantes : la formation des agents et la généralisation d'au moins une pièce climatisée par site ont été efficaces. Stéphanie Rist, Ministre de la Santé : « Ce qui nous inquiète, c'est le domicile avec une augmentation de 91% des décès entre le 22 et 28 juin par rapport à la semaine précédente Il est impératif d'être attentif aux personnes isolées. Nous avons, collectivement, un effort à faire ».

Quest France 5 juillet 2026 : L'Union Européenne est taraudée par une double approche de la politique migratoire, dure mais bien consciente qu'elle a besoin des migrants, car le déficit démographique met en péril son modèle social.

Quest France 6 juillet 2026 : Le taux d'emploi des 55/64 ans reste plus faible que chez nos voisins (60% en France, contre 75% en Allemagne). Selon Alexandra Roulet, Professeure de l'INSEAD, « le décalage de l'âge de la retraite contribue à l'améliorer ». Mais des efforts peuvent aussi être demandés aux entreprises, en augmentant les cotisations d'Assurance chômage pour celles qui licencient des seniors ». « La France a beaucoup dépensé lors du COVID. Cela a permis de très vite rebondir. Mais l'effort de réduction du déficit a ensuite été compliqué par l'absence de majorité au parlement. On ne peut pas demander des efforts aux retraités ou aux gros consommateurs de soins, sans mettre aussi à contribution les super riches ».

Le Média Social 6 juillet 2026 : Un décret du 3 juillet 2026 fait évoluer le registre communal des personnes vulnérables qui favorise l'intervention des services en cas de canicule. Ses missions s'étendent désormais à la lutte contre l'isolement et la prévention de la perte d'autonomie. Les bénéficiaires de l'APA et de la PCH y sont, en outre, automatiquement inscrits.

ASH 3 juillet 2026 : Les seniors représentent 20% des bénéficiaires de banques alimentaires, et leur nombre ne cesse de croître. Avec 79 banques alimentaires et désormais 8 millions de bénéficiaires contre 4,5 en 2019, le déploiement de ces organismes de collecte, de gestion et de portage des denrées est un des témoins le plus marquant de l'enracinement de la pauvreté en France.

Le Média Social 30 juin 2026 : Jean-Luc Gautherot, Ingénieur Social, décrypte 6 virages stratégiques qui orientent désormais les politiques publiques et les transformations du secteur des EHPAD.

Virage inclusif : l'usager doit dorénavant vivre directement dans le milieu ordinaire grâce à une plateforme territoriale de service, en mesure d'accompagner la personne et les acteurs de la vie ordinaire. Cette tendance se traduit en virage domiciliaire et les EHPAD sont poussés à se convertir en EHPAD à domicile sous forme d'EHPAD Plateforme.

Virage rationnel : la rationalisation de l'Action Social peut être entendue comme un ensemble de mesures qui visent à augmenter sa productivité et sa rentabilité.

Autres virages : environnemental, numérique, du travail et démographique.

Ouest France 7 juillet 2026 : La loi de décembre 2025 suspendant la réforme des retraites n'a pas supprimé la mesure décidée fin 2025 pour les mères de famille, octroyant deux trimestres supplémentaires aux mères de 2 enfants et plus. Mais le décret permettant l'application de cette mesure, n'est toujours pas paru. Près de 15000 personnes pouvant y prétendre sont bloquées dans leurs démarches.

ASH 8 juillet 2026 : Canicule : l'UNCCAS appelle à un plan de « résilience sociale » création d'un « fond blanc pour la canicule », mise en place d'un « réseau territorial des lieux refuges ». L'UNCCAS dévoile ses propositions pour armer les acteurs de terrain, lors des prochaines montées de température.

Le Média Social 10 juillet 2026 : Alors que se prépare le projet de loi pour le financement de la Sécurité Sociale pour 2027, le conseil de la CNSA appelle le Premier Ministre à investir dans la Branche Autonomie. Il demande des ressources pérennes pour l'Aide à domicile, la transformation de l'offre handicap, le financement des ESMS, le budget des MDPH Paul Christophe, président, appelle le gouvernement à « préparer le choc démographique » et à donner à la Branche « des ressources pérennes ».

Que faire des EHPAD ? Le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA) propose d'en faire « des lieux de vie et d'attentions », avec l'objectif de réduire l'aliénement des résidents. La mixité des publics doit être préservée. Le conseil de l'âge propose de rebaptiser les EHPAD en « Maison âge », dans un rapport titré « des lieux

de vie et d'attention pour aujourd'hui et demain », avec ce sous-titre : « une vision et un chemin pour la transformation de tous les EHPAD ».

Le Média Social 8 juillet 2026 : La cour des comptes confirme, dans un rapport, les difficultés de mise en œuvre de la réforme des services autonomie à domicile. Elle propose d'assouplir les modalités de constitution des SAD, en contrepartie d'obligations de résultat et de confier entièrement le pilotage de l'aide et des soins à domicile aux départements, au moyen d'une délégation de compétence des ARS.

Ouest France 9 juillet 2026 : Point de vue de Laurent Frémont et Emmanuel Hirsch, cofondateurs du collectif démocratie, éthique et solidarités : on nous présente la législation de la mort provoquée comme un progrès, conforme au sens même de l'histoire. On parle d'aider à mourir pour désigner ce qui autorise, en droit, à tuer. On parle de fraternité quand il s'agit d'exercer sur l'autre un pouvoir légal. On parle de liberté quand il s'agit, pour les plus fragiles, d'une menace qui pèse sur leur choix. La mort provoquée n'est pas l'avenir, elle est le vestige d'un passé que l'on pensait révolu. Un droit à l'euthanasie ou au suicide assisté est une insulte faite à la conception même de la fraternité. La question essentielle concerne l'accompagnement humain, social et médical de la personne en fin de vie, non l'encadrement médico-légal du geste de sa mort.

Ouest France 10 juillet 2026 : Point de vue de François Ecalle, ancien magistrat à la cour des comptes créateur du site FIPECO : le MEDEF propose de réformer le financement de la protection sociale en diminuant les cotisations sociales pour les compenser par une hausse de la TVA. Il est souhaitable de distinguer les prestations de nature assurantielle (vieillesse et chômage) qui doivent être financées par des cotisations et les prestations universelles relevant d'une logique de solidarité qui doivent être financées par l'impôt. Les difficultés politiques et sociales sont considérables. Les prélèvements obligatoires sur les entreprises dégradent leur compétitivité. Il reste donc les ménages, en fonction de leurs capacités contributives. La TVA est l'option la plus pertinente. Mais une hausse de la TVA aurait un coût politique et social élevé car elle pèse plus lourdement sur les ménages les plus modestes.

6 Médias le 11 juillet 2026 : Le comité de suivi des retraites propose de suspendre la revalorisation des pensions jusqu'en 2030 afin de contribuer au redressement des comptes du système.

Francis De Block